

14 Faits divers & Justice

Découverte macabre à Moanda

Mort mystérieuse de deux enfants dans la cour de leur domicile

Styve Claudel ONDO
MINKO

Libreville/Gabon

Une information judiciaire a été ouverte par le procureur de Franceville, pour savoir si la boîte de sardines consommée par la petite Jolia Samuela Andoumbou et son frère Kaleb Jonathan Lendoye ne contenait pas un poison mortel. Malheureusement, l'absence d'un laboratoire outillé à l'hôpital Marcel Abéké, n'a pas permis de faire l'autopsie des corps des victimes.

LES habitants de Massango, un quartier situé derrière la PosteBank de Moanda, chef-lieu du département de la Lebombi-Leyou, étaient sous le choc, lundi dernier. Les corps de deux enfants, Jolia Samuela Andoumbou, 4

ans, et Kaleb Jonathan Lendoye, 3 ans, Gabonais, tous deux nés d'une même mère, ont été découverts dans la cour de leur maison. Un drame qui a conduit le procureur de la République de Franceville à instruire l'ouverture d'une enquête, en vue de faire toute la lumière sur cette sombre affaire qui, d'après certaines indiscretions, serait due à un empoisonnement.

Mais qui en voudraient à ces deux êtres innocents ? Les renseignements en notre possession indiquent que c'est vers 14 heures que les tout-petits auraient été retrouvés au parvis de leur demeure, par leurs tantes maternelles, dans un état de mort apparente. Pendant que, Marie-Patricia Pahou, leur génitrice, se trouvait à son lieu de travail. Sauf que la situation devient quelque peu inquiétante, les bambins ne se réveillent pas. Et ce,



Photo : D.R

Les habitants de Moanda étaient choqués par la nouvelle.

malgré les petites tapes à leur administrées pour les tirer de ce profond sommeil. Aussi, des voisins vont-ils aider la famille à transporter les victimes à l'hôpital Marcel Abéké de Comilog. Au service des urgences de

cette structure, le médecin qui ausculte les patients inertes, révèle que Jolia Samuela Andoumbou et Kaleb Jonathan Lendoye seraient déjà décédés.

L'un des indices clés de cette sombre affaire est une boîte

de sardines, qui aurait été retrouvée à côté des corps des deux enfants. Laquelle boîte de conserve a été transportée à l'unité médicale. De source policière, il pourrait s'agir d'un cas d'empoisonnement. D'autant plus qu'un liquide visqueux sortait de la bouche des victimes. Les premières conclusions du médecin urgentiste tourneraient autour de la thèse de l'empoisonnement sinon de la consommation par Jolia Samuela et Kaleb Jonathan d'un produit toxique contenu dans la boîte de sardines.

Une source militaire proche de ce dossier indique que l'hôpital Marcel Abéké ne disposant pas de laboratoire

pour procéder à l'analyse des échantillons, la famille aurait donc été orientée vers l'unité de la police de Moanda. Par ailleurs, faute de matériel adéquat, le médecin légiste serait dans l'impossibilité de pratiquer une autopsie, pour édifier les parents sur les causes exactes du décès de leurs enfants.

Pour l'heure, on attend les conclusions de la police. Laquelle serait d'ailleurs dans l'attente d'éléments très déterminants, qui lui permettraient de mettre la main sur les personnes susceptibles d'avoir éventuellement empoisonné ces innocents. Affaire à suivre.

Braquage au dépôt pharmaceutique Batsiengui de Tchibanga

Le malfaiteur se tire avec 200 000 francs

C.O.

Tchibanga/Gabon

IL est environ 17 heures le 7 août dernier, au quartier Batsiengui à Tchibanga, chef-lieu de la province de la Nyanga. Marie-Rose Mouloungou, l'une des vendeuses, victime d'un présumé braquage, raconte qu'alors qu'elle se trouve à l'intérieur, elle aperçoit la silhouette d'un individu faisant les "cent pas" sur la terrasse du dépôt pharmaceutique. Il s'agirait, pense-t-elle, d'un homme du 3e âge, qui aurait du mal à se déplacer. «Cela a duré près de 45 minutes que la personne tournait sans se présenter. Je me lève et j'aperçois quelqu'un qui se courbe. Je me suis dit que c'est peut-être un vieillard ou une vieille maman qui dépose ses bagages avant de rentrer dans la pharmacie», explique la dame.

Mais quand elle se rapproche de la vitre pour voir de qui il s'agit, Marie-Rose se retrouve nez à nez avec un jeune homme de grande taille, qui lui tourne le dos, et qu'elle croit être un client. La surprise de la vendeuse est cependant à son comble lorsque le

jeune homme, armé d'un grand couteau et d'un arache-clou, entre dans l'édifice, le visage cagoulé. Aussitôt, il bondit au-dessus du comptoir et tient la vendeuse en respect. Craignant pour sa vie, cette dernière se laisse faire. Le visiteur entraîne ensuite son otage auprès de sa collègue, les enferme dans le magasin et leur intime l'ordre de garder le silence.

A ce moment-là, il n'y avait aucun client en vue, et le gardien des lieux non plus puisqu'il ne prend son service que vers 19 heures. Le gangster prend tout son temps et vide méthodiquement la caisse contenant toute la recette journalière, qui s'élève à un peu plus de 100 000 francs. Puis, il arache le sac à main de Marie Rose Mouloungou dans lequel il retire un billet de 10 000 francs et le téléphone portable qui s'y trouvent. Et procède de la même manière avec l'autre femme et fait main basse sur une somme de 40.000 francs et un autre téléphone. Son forfait accompli, le malfaiteur se fond dans la nature, heureux, semble-t-il, d'avoir réalisé une bonne moisson.

Une plainte contre X a été déposée, le lendemain par le propriétaire des lieux, Olivier Kombila.



Photo : C.O.

Le dépôt pharmaceutique victime du cambriolage.

FONDS DES NATIONS UNIES
POUR LA POPULATION

Dans le cadre du Programme de Coopération Gabon-UNFPA 2012-2016 et en appui au Ministère de l'Égalité des chances et des Gabonais de l'Étranger, Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), recrute un consultant national pour faire le diagnostic du cadre institutionnel existant et de toutes les formes de discrimination dans les domaines de :

- l'emploi ;
- l'accès aux soins de santé de meilleure qualité ;
- l'éducation
- les inégalités Homme/Femme
- les privilèges ;
- la distribution des revenus ;
- toute autre forme d'exclusion sociale.

1. PROFIL REQUIS :

- Le/la consultant (e) devra justifier d'un niveau d'étude minimum de BAC+5 dans les domaines du Droit et notamment les Droits de l'Homme, de la sociologie, des sciences humaines, des sciences sociales, Sciences Politiques ou tout autre domaine connexe ;
- Le/la consultant (e) devra également disposer d'au moins dix (10) ans d'expérience dans l'élaboration de projets ou politiques de développement, la conduite des évaluations et avoir de solides compétences en rédaction scientifique, en communication orale et écrite ;
- La connaissance de la planification stratégique, des mécanismes et procédures du Système des Nations Unies seront des atouts ;
- Le/la consultant(e) devra avoir une bonne connaissance du processus en cours et disposer du temps nécessaire pour accompagner ce processus jusqu'à son terme ;
- Disposer d'une bonne connaissance du contexte gabonais (dispositif juridique, institutionnel et plans de sensibilisation et de plaidoyer existants) ;
- Être sensible aux questions relatives aux droits des femmes et notamment la question de lutte contre les discriminations sur base du genre, la lutte contre la pauvreté et les inégalités, les mécanismes de protection sociale ;
- Avoir une bonne capacité de rédaction et de travail en équipe.

2. DURÉE DE LA CONSULTATION :

La durée totale de la consultation sera de 45 jours fermes, à partir de la date de signature du contrat. Cette durée prend en compte la restitution des résultats. La période requise est de Septembre à mi-octobre 2016.

3. POUR POSTULER :

- Retirer les termes de référence détaillés au bureau de l'UNFPA/Gabon (Lundi au jeudi de 8H00 à 16H30 et vendredi de 8h à 14h00)
- Le dossier de candidature comprend :

Les offres de candidature seront adressées à Monsieur le Représentant Résident de l'UNFPA au Gabon sous plis fermés avec la mention « Dossier de Candidature pour « Assistance Technique pour l'élaboration de la politique nationale d'égalité des chances ». Un CV détaillé datant de moins d'un mois, un formulaire P11 dûment rempli à retirer en même temps que les termes de références détaillées, trois personnes de référence avec coordonnées de contact. La proposition technique comprenant le plan et la méthodologie y compris le calendrier d'exécution et le budget détaillé.

Le tout doit parvenir à UNFPA, Pont de Gué Gué, Immeuble A, Libreville au plus tard le 31 août 2016 à 14h00, au siège de l'UNFPA. Contact : 01738882-07999054.